



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

La grève des 100 000 : résistances et luttes sociales

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Avril 2022

Lorsqu'on évoque la Résistance, les premières images qui viennent à l'esprit sont celles d'hommes et de femmes opérant au sein de réseaux très secrets pour lutter contre l'occupant nazi. On pense aux actions de sabotage, aux imprimeurs clandestins, aux opérateurs radio cachés dans les combles, aux filières d'évacuation vers le Royaume-Uni, à l'aide aux familles juives pour entrer dans la clandestinité, ou aux coups d'éclat comme l'attaque, en avril 1943, du vingtième convoi, afin de libérer ses passagers en route pour Auschwitz. On pense moins à celles et ceux qui ont, activement ou passivement, contribué à gripper la machine de guerre nazie depuis les ateliers, les usines ou les mines.

Avant toute chose, rappelons qu'en 1940, l'appareil industriel belge est performant, développé, et a peu souffert de la campagne des 18 jours. L'industrie lourde, les charbonnages, la fabrication de matériel roulant, de machines-outils, d'armement, etc. intéressent au plus haut point l'Allemagne, dont l'économie est entièrement centrée sur la guerre. Les travailleurs belges ont bien conscience de cette valeur.

Rappelons aussi que l'Occupation sonne la fin des libertés syndicales. En novembre 1940 est créée l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (l'UTMI), un syndicat unique imposé par les Allemands. Conçu tout d'abord comme une coupole regroupant les syndicats d'avant-guerre, et avec la collaboration d'une partie de leurs dirigeants, l'UTMI va rapidement se voir octroyer le monopole de la représentation ouvrière. Affichant de plus en plus un caractère ouvertement national-socialiste, elle ne regroupera pas plus d'un quart des syndiqués d'avant-guerre. Parallèlement à l'UTMI, vont se construire des réseaux de syndicats clandestins, présents surtout en Wallonie où domine la grande industrie, mais aussi à Bruxelles et en Flandre.

Les mouvements sociaux qui éclatent durant l'Occupation revêtent des formes particulières, les revendications salariales ou portant sur les conditions de travail se mêlant bien souvent à la volonté de nuire à l'économie nazie.

Dès l'été 1940, des mouvements de grève éclatent. Ils sont limités et surtout défensifs, avant tout dirigés contre des baisses de salaires, ou des réorganisations de travail.

Durant l'hiver 1940, d'autres, plus importants, surgissent, essentiellement dans les charbonnages, mais aussi aux ACEC, à Charleroi. Ils sont surtout dus à un ravitaillement insuffisant, mais ravivent un esprit de corps et de résistance. On trouve en première ligne les ouvriers auxquels sont demandés les plus lourds efforts physiques. Ils réclament des rations alimentaires plus élevées, des produits de base, comme du savon ou des hausses de salaire. L'occupant tente de rejeter les défaillances d'approvisionnement sur le blocus britannique, mais sans succès. Il va rapidement être tenu pour seul responsable du rationnement, avec en toile de fond les craintes d'un retour des privations de la Première Guerre.

Mais le moment fort qui fait date dans l'histoire sociale durant l'Occupation est sans conteste le mouvement de grève qui secoue notre pays en mai 1941, resté dans les mémoires sous le nom de « grève des 100 000 ».

Elle débute à Seraing, sur le site de Cockerill, le 10 mai 1941, un an jour pour jour après l'invasion de la Belgique par l'Allemagne nazie. Le mouvement se répand comme une traînée de poudre à travers le bassin liégeois, la région du Centre et les mines de Campine, mobilisant au plus fort de la contestation probablement 70 000 travailleurs (60 000 de l'aveu même de l'occupant).

Les revendications portent essentiellement sur des questions matérielles : augmentation des rations et des salaires, mais le mouvement est aussi empreint de buts politiques, le choix du 10 mai n'étant bien sûr pas dû au hasard. Il est aussi intense que bref (le travail reprenant sur la plupart des sites entre le 19 et le 21 mai), et débouche sur des victoires inattendues : hausse des salaires de 8 %, allocations de vacances et rations supplémentaires.



1er juin 1941

Sans doute faut-il voir dans les rapides concessions allemandes une conséquence des contingences internationales. Si pour les travailleurs belges, le moment revêt un caractère symbolique fort, il tombe mal pour la machine de guerre nazie, dont les armées sont engagées sur de nombreux fronts (Grèce, Yougoslavie, Libye, etc.) et à quelques semaines de déferler sur l'Union soviétique (l'opération Barbarossa sera lancée le 22 juin). L'occupant nazi cherche à faire cesser au plus vite un mouvement qui coûte 2 000 tonnes d'acier quotidiennes à l'industrie du Reich. Hitler intervient d'ailleurs personnellement, ordonnant une distribution immédiate de ravitaillement¹. La répression suivra bientôt, dès le mois de juin, et sera brutale. Par ailleurs, les grévistes belges inspirent directement leurs voisins français. Le 27 mai, ce sont les mineurs du Nord-Pas-de-Calais qui débrayent, entamant l'un des plus importants mouvements de grève dans l'Europe occupée².

¹ José Gotovitch, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1992, p. 112.

² <https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/la-greve-des-mineurs-du-nord-pas-de-calais>, consulté le 15 février 2021.

Mais la « grève des 100 000 » fait aussi revenir à l'avant-plan le Parti communiste de Belgique, qui a pesé de tout son poids dans la préparation et l'organisation du mouvement. Julien Lahaut, député et échevin sérésien, figure populaire du parti, réputé pour son talent oratoire, en est le principal meneur.

Il est devenu courant d'affirmer que les communistes belges ont attendu le 22 juin 1941, date de l'agression nazie contre l'URSS, pour entrer en résistance. La réalité est cependant plus complexe. Par fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique, la signature du pacte germano-soviétique (23 août 1939) a amené l'appareil du parti à déployer des trésors de rhétorique pour donner un semblant de cohérence à une ligne politique impossible à tenir. Le slogan « Ni Londres ni Berlin » ne parvenait pas à cacher les affres qui traversaient le PCB, de la base au sommet. Nombreux sont ceux qui l'avaient rejoint avant la guerre parce qu'ils voyaient en lui l'adversaire le plus inconditionnel du fascisme. Malgré la confusion causée par un discours officiel de neutralité, interdisant de choisir entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, il était évident que l'Ordre nouveau était inacceptable et que l'occupant nazi était l'ennemi³. Dès les premiers mois de l'Occupation, le PCB se concentre sur la lutte sociale, qui culminera avec la « grève des 100 000 », qui sera son plus grand fait d'armes. Mais c'est aussi depuis le début de l'année 1941 que sont posés les premiers jalons qui donneront naissance au Front de l'indépendance⁴, concrétisant une volonté de s'engager dans une résistance qui ne se limite plus à la lutte sociale.

Le dimanche 22 juin 1941, conjointement avec l'attaque contre l'Union soviétique, les Allemands lancent l'opération *Sonnenwende* (Solstice d'été) dans les zones occupées, qui consiste en une arrestation massive de militants et sympathisants communistes. En Belgique, plusieurs centaines de militants, souvent impliqués dans la grève de mai 1941, sont arrêtés. Emprisonnés à Breendonk ou au fort de Huy, bon nombre d'entre eux seront envoyés dans des camps de concentration ; beaucoup n'en reviendront pas.

³ Les atermoiements qui secouent le parti entre août 1939 et juin 1941 ont été longuement analysés, notamment dans : Jules Gérard-Libois et José Gotovitch, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, Le Crisp, 1971 ; ou dans la monographie citée dans la première note.

⁴ La date du 15 mars 1941, souvent citée, relève plus du mythe que de la réalité, mais l'élaboration d'un réseau et d'une politique de lutte pour l'indépendance est en gestation depuis cette époque.

Les faits de résistance – mais aussi de collaboration – au sein des entreprises ont presque totalement disparu de la mémoire collective en Belgique. En Italie, en France ou aux Pays-Bas, cette histoire est (un peu) mieux connue, mais pas pour autant beaucoup plus commémorée. Amsterdam se démarque quelque peu, célébrant chaque année, officiellement, la grève générale des 25 et 26 février 1941, déclenchée pour protester contre les rafles de Juifs par l'occupant nazi.

La « grève des 100 000 » ne fait l'objet d'aucune commémoration officielle. Hormis quelques initiatives personnelles ou locales, les mouvements sociaux n'occupent pas de place véritable dans la mémoire de guerre. Cela pose question, vu leur nombre important, en Belgique et ailleurs. Faut-il voir dans cette absence des raisons purement politiques ? Parce que le climat de la guerre froide ne favorisait pas la mise en valeur de mouvements où les communistes avaient pesé ? Existe-t-il d'autres raisons ? Des questions de classes, de représentations, de concurrences mémorielles, etc. ? L'intérêt des historiens pour la construction des mémoires de la guerre, de l'Occupation et de la Résistance est relativement récent. La mémoire des luttes collectives mériterait assurément qu'on s'y attarde un peu plus.



F É D É R A T I O N
W A L L O N I E - B R U X E L L E S

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.